

# Preuve de dépôt

Vous venez de déposer un dossier de demande de déclaration ICPE concernant le projet Cuves Aix-les-Bains - parcelle CE 208 sur la commune principale de l'AIOT 9 Boulevard de russie 73100 Aix-les-Bains.

La référence de votre dossier est A-3-QCYUG55JQ et concerne une demande de type "une déclaration de cessation d'activité"

Ce numéro et ce code postal vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration.

Votre dossier a été transmis le 06/06/2023 à 18h14 au(x) service(s) concerné(s) par votre démarche.

Vous allez recevoir dans quelques instants, à l'adresse ci-dessous, un message de confirmation de transmission de votre dossier :

- #xxxx# (pour rappel, courriel d'échange avec l'administration)
- #yyyy# (pour rappel, déclarant)
- #zzzz# (pour rappel, mandataire)

## 1 - Type de déclaration

### Identification et orientation de la demande

Votre demande concerne : **une déclaration de cessation d'activité**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Service instructeur : **Je ne connais pas le service instructeur**

### Conditions d'engagement du déclarant

- Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.
- Je m'engage à prendre connaissance et à respecter les prescriptions générales ministérielles applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées, consultables sur le site <https://aida.ineris.fr/>

- Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure.
- En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments ainsi que les pièces de procédures (attestation de mise en sécurité, ...) sur Service-public.fr

## 2 - Déclarant

### Déclarant

Pétitionnaire ou mandataire : **Déclarant**

### Personne morale

N° SIRET **74542065300016**

Raison sociale **ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE**

Forme juridique **SA à directoire (s.a.i.)**

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L311-5 du code des relations entre le public et l'administration.

### Adresse en France

**2 RUE DE L AVENIR**

**73100 AIX LES BAINS**

### Signataire

Qualité : **Responsable de l'Actif Immobilier**

### Référent

Fonction : **Responsable de l'Actif Immobilier**

## 3 - Description de l'installation

## 4 - Localisation

### Localisation de l'installation

Adresse **9 Boulevard de russie 73100 Aix-les-Bains**

X : 926431

Y : 6514212

Projection : Lambert 93

Le déclarant joint à la déclaration les plans suivants :

- Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100m
- Un plan d'ensemble à jour à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés (un plan jusqu'au 1/1000 est admis sous réserve que les éléments précités restent lisibles).

## 5 - Activité du site

**Les informations de cette étape ne sont pas nécessaires pour cette démarche.**

## 6 - Cessation d'activité

### Information concernant la cessation d'activité

Sur le site de l'installation, le déclarant exploite (ou a exploité par la passé) déjà au moins :

- Une installation classée relevant du régime d'autorisation : **Non**
- Une installation classée relevant du régime d'enregistrement : **Non**

Date de mise à l'arrêt de l'installation : **01/01/1985**

Il s'agit d'une : **Cessation totale de l'activité**

Parcelles concernées par la cessation d'activité :

- Parcelle 1 : **Aix-les-Bains 73100 ( 000 , CE , 0208 )**

Rubriques des installations classées concernées par la cessation :

Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	Régime
----------	--------	-----------------------	--------

## Mesures prises ou prévues pour assurer la sécurité du site

Evacuation des produits dangereux et gestion des déchets présents sur le site, en précisant le calendrier prévisionnel :

**Les opérations de dépollution seront suivies par un prestataire spécialisé en sites et sols pollués afin d'assurer le suivi du chantier, valider la réception des travaux vis-à-vis des objectifs fixés et de garantir la traçabilité des terres. Les opérations de dépollution sont prévues au trimestre 4 de 2023.**

Interdictions ou limitations d'accès au site, en précisant le calendrier prévisionnel :

**Le site sera clos. Seules les personnes habilitées du chantier pourront y accéder. Le chantier sera sécurisé. Le chantier débutera au T4 2023 et se terminera au T4 2025.**

Suppression des risques d'incendie et d'explosion, en précisant le calendrier prévisionnel :

**Seules des personnes habilitées pourront procéder à l'évacuation des déchets dangereux. Ces opérations sont prévues au 4ème trimestre 2023.**

Surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux, en précisant le calendrier :

**Nous avons fait réaliser un rapport de sol par Alpes Contrôles. L'analyse des risques sanitaires conclue à des niveaux de risques acceptables pour le projet envisagé.**

Mesures de gestion ou restrictions d'usage temporaires, en précisant le calendrier :

**Des sondages complémentaires dans la zone concernée pourront permettre d'affiner les dimensions de la maille. Par ailleurs, les terres seront caractérisées de nouveau en phase travaux afin de valider ces impacts et les mesures de gestion associées. La zone sera ensuite remblayée par des terres végétales saines d'apport.**

Mesures destinées à placer les terrains de l'installation dans un état permettant un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation :

**Dans le cadre de la construction du futur sous-sol, les terres seront excavées jusqu'à une profondeur de l'ordre de -3 m/TN. Les terres polluées non inertes en raison des impacts en HCT et BTEX seront éliminées hors-site selon une filière adaptée (type biocentre ou désorption). Le volume de terres polluées à gérer est estimé à 171 m3. La zone sera correctement matérialisée et les terres séparées des autres, caractérisées puis envoyées en centre de traitement.**

**Conformément aux préconisations de la « Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués » d'avril 2017 prévoyant le traitement prioritaire des sources de pollution concentrées, il sera procédé à une purge complémentaire des matériaux fortement impactés jusqu'au toit de la nappe qui est estimé à une profondeur comprise entre 3,7 et 5 m de profondeur. Ce volume complémentaire est compris entre 78 et 175 m3 en fonction du niveau du toit de la nappe.**

Autres mesures prises ou prévues pour supprimer les dangers et inconvénients pour les terrains voisins non concernés par la cessation d'activité

**Toutes les mesures prises seront contrôlées par le bureau d'étude Alpes Contrôles avant et en cours de chantier.**

Une attestation de mise en sécurité pour cette cessation d'activité est-elle disponible ? **Non**

## Engagement du déclarant

Je confirme avoir informé par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme

Je m'engage à déposer l'attestation de mise en sécurité, compte tenu des rubriques concernées par la cessation d'activité, conformément à l'article R. 512-66-1 du code de l'environnement.

## 7 - Pièces justificatives

Aucune pièce jointe de votre part n'est nécessaire pour cette démarche.